

Lettre ouverte des communistes des Sorinières et du Bignon à monsieur Le Président de la République



Monsieur le Président de la République,

Au début de la pandémie mondiale de la Covid19, le 17 mars 2020, a été prise une décision inédite : le confinement total de notre pays.

A ce moment, monsieur le Président, seuls les hôpitaux publics et la Sécurité Sociale pouvaient répondre rapidement à cet état d'urgence. Les personnels soignants ont fait face jusqu'à l'épuisement malgré un manque de matériels et de lits de réanimation.

Depuis le plan Marshall, **des outils ont été mis en place pour casser la Sécurité Sociale, grande réussite du Conseil National de la Résistance (CNR) :**

- 1948 : retrait d'une partie des français du régime général de la protection sociale,
- Ordonnances de 1967 :
 - séparation de la Sécurité Sociale en 4 caisses gérées distinctement,
 - retrait de la gestion de la Sécurité Sociale par les travailleurs,
- Création de la CSG en 1991 : mise en place en contrepartie d'une baisse des cotisations sociales et qui induit un manque de revenus de la Sécurité Sociale,
- Depuis 30 ans, mise en place de baisses de cotisations sociales sans contrepartie en matière d'emploi ou de salaire (Loi Fillon pour les salaires jusqu'à 1.5 fois le SMIC, Crédit d'impôt Compétitive Emploi (CICE), Crédit d'Impôt Recherche (CIR), ...)

Ces mesures enlèvent des moyens à notre Sécurité Sociale et au financement de nos hôpitaux publics.

Depuis 20 ans, 100 000 suppressions de lits et une restriction drastique du personnel soignant, deux hôpitaux fermés à Paris et tant d'autres en France. Vous avez, monsieur Macron, participé activement à ce démantèlement : en tant que conseiller auprès de Monsieur Attali sous le mandat du Président Sarkozy, puis ministre de l'économie du gouvernement du Président Hollande et enfin en appliquant, comme vos prédécesseurs, le dogmatique 3% du déficit public dicté par le traité de Maastricht. Ainsi, par ces coupes budgétaires, vous avez accéléré la destruction d'un service hospitalier pour tous.

La COVID19 a mis en avant les qualités et aptitudes exceptionnelles du personnel soignant même dans des conditions de travail honteuses au regard de notre pays, 6^{ème} puissance la plus riche du monde.

Dès lors, pourquoi les plans de suppressions de lits dans les hôpitaux restent identiques à ceux d'avant la crise ?

Par ailleurs, Nous savons que le Centre National de la Recherche Scientifique (CNRS) avait commencé à travailler en 2002 sur les coronavirus (et sur l'épidémie de SRAS, maladie infectieuse des poumons causée par le virus Sars-Cov). Mais les coupes budgétaires de 2008 ont contraint le CNRS à stopper ces recherches.

De plus les politiques financières menées depuis plusieurs années diminuent radicalement le budget consacré à la recherche scientifique. Selon les chercheurs, 4,5 à 5 milliards d'euros par an seraient nécessaire pour mettre la recherche à un niveau convenable. Dans le cadre exceptionnel de cette crise de la COVID19 vous ne lui avez attribué que 5 milliards d'euros sur 10 ans.

Pendant ce temps, nous apprenons que le groupe pharmaceutique SANOFI vient de verser 4 milliards d'euros à ses actionnaires.

La santé publique ne devrait-elle pas primer sur des critères financiers et de rentabilité ?

Les coupes budgétaires menées par vos politiques publiques s'appliquent également aux collectivités locales qui, plus que jamais avec cette pandémie, se retrouvent à faire face aux manques de dotations de l'état pour relever de nombreux défis afin de maintenir des conditions sanitaires acceptables :

- Pour la réouverture des écoles sans personnel supplémentaire
- Pour la gestion de la vie quotidienne (aide aux personnes âgées ou vulnérable, ouverture des marchés...)
- Pour la reprise du travail par le personnel municipal.

Au niveau national et européen, toutes ces coupes budgétaires, liées à votre politique capitaliste libérale, accentuent les inégalités et impactent fortement le pouvoir d'achat de nombreux travailleurs, qui ont pourtant montré leur utilité sociétale, en étant en première ligne lors de cette pandémie pour nourrir et faire fonctionner le pays. Il s'agit de ce que vous nommez « petit métiers », qui sont en réalité des métiers sous-payés, tels que les caissières, les manutentionnaires, les éboueurs, les agents de nettoyage, les ouvriers agricoles, ...

Au même titre ces coupes budgétaires impactent les travailleurs migrants ou sans-papier, qui sont très exposés et prennent des risques dans des conditions de travail et de survie encore plus précaires. Pourtant leur participation est importante pour notre économie et pour le fonctionnement de nombreux services pour la population. Cette situation est illustrée par les propos du secrétaire général de la Confédération Européenne des Syndicats (CES) Luca Visentini qui a interpellé l'Europe en disant : *« Il nous faut un renversement de logique. Pourvu que les pays trouvent le courage d'affronter ces problèmes, sinon le risque, c'est évidemment la mise à mort pour les migrants comme pour tous les travailleurs « au noir ». La misère totale peut constituer un facteur de propagation du virus parce qu'ils n'auraient pas l'accès aux services de santé ».*

En tant que militants communistes, nous ressentons à travers vos multiples positions un profond mépris à l'encontre des travailleurs. Nous pensons que la force de travail du peuple est la seule richesse pérenne du pays. Ces travailleurs et le ministre communiste Ambroise Croizat ont permis la création en 1945 de la Sécurité Sociale, à un moment où la France sortait de la 2^{ème} Guerre Mondiale, ruinée. Ce progrès social issu de la politique du CNR promettait au peuple de bénéficier d'une retraite, d'allocations familiales ou de l'assurance chômage. Cette politique, sans précédent dans notre pays, a permis un accroissement rapide de l'espérance de vie.

Aujourd'hui, votre politique, malgré vos propos indiquant que « les jours d'après ne seraient pas comme ceux d'avant » nous font faire une marche arrière dont les conséquences négatives seront elles aussi sans précédent. La politique capitalise libérale que vous menez détruit le système social qui fait la force de la France. En cela elle favorise les plus riches et accentue les inégalités.

Depuis le début de la crise sanitaire, vous faites l'éloge du travail des soignants et de toutes les personnes qui permettent à notre société de vivre. Avant la crise sanitaire, il fallait combattre, le soi-disant « *coût du travail trop élevé* ». Pourtant, la crise que nous traversons a mis en avant ces millions de travailleurs du quotidien qui font vivre notre pays. Elle a montré que **le travail n'est pas un coût mais qu'il est créateur de richesse.**

Monsieur le Président, si vous souhaitez que le jour d'après permette l'arrivée d'une société plus juste et équitable il nous apparaît nécessaire de faire un revirement rapide de votre politique.

Veillez agréer, Monsieur le Président de la République, nos respectueuses salutations.

Les Communistes des Sorinières et du Bignon